



Vœu du groupe UDI pour un pacte de réconciliation nationale

Notre assemblée régionale **ne peut rester silencieuse face aux émeutes que notre pays a connues au début de l'été**, laissant des cicatrices profondes et visibles dans nos villes et nos quartiers.

Dans la France des grands ensembles enfermés sur eux-mêmes et enclavés, la France des territoires ruraux délaissés, et une partie importante de la France d'outre-mer, le constat est le même : **les citoyens se sentent relégués, exclus du champ républicain**. Ils attendent un véritable accès aux services publics, à commencer par le maintien de l'ordre, et ne se reconnaissent pas dans les postures guerrières, ni dans les discours clientélistes indulgents.

Notre responsabilité est **d'interroger et de dresser le bilan de ces événements douloureux** afin que nous puissions **aboutir collectivement à un constat et à des solutions partagées**.

Nous rejetons les discours visant à jeter l'opprobre sur les institutions à des fins politiques. **Ce positionnement de défiance vis-à-vis des figures d'autorité est devenu la lame de fond d'une idéologie qui s'attaque à la République**. Cette idéologie se traduit par des actes et les exemples ne manquent malheureusement pas : en juillet, la famille de Vincent Jeanbrun, maire de L'Hay-les-Roses, a été attaquée à son domicile ; en 2022, un contrôleur fiscal était tué alors qu'il accomplissait sa mission ; plus récemment Hervé Le Marec, maire de la commune d'Hénonville dans l'Oise a été agressé ... ils sont autant de visages de la République, pris à partie ou tués dans l'exercice de leurs fonctions.

Cet attachement aux institutions de notre pays n'exclut pas d'interroger leur fonctionnement. **La répartition des compétences entre Etat et collectivités est à questionner**. Nous avons toujours plaidé pour des politiques moins centralisées. L'initiative de nos collègues de la région Ile-de-France ouvre d'ailleurs la voie à une discussion autour de la délégation de certaines compétences aux collectivités territoriales. **L'État laisserait la Région gérer davantage de services publics et lui confierait plus de responsabilités, ce qui lui permettrait en retour de se concentrer sur ses missions régaliennes, comme la police et la justice**.

Nous n'avons pas attendu pour mener des actions volontaristes. **La région Hauts-de-France est d'ailleurs la région la plus engagée sur les contrats de ville**. D'autres domaines d'intervention seraient envisageables, sans dénaturer notre rôle de grand architecte des politiques territoriales. Nous pouvons impacter la vie quotidienne de nos concitoyens : à travers l'aménagement du territoire, le logement, la culture, l'insertion professionnelle...

Nous appelons en parallèle à un grand plan national de réconciliation sur le modèle du rapport présenté en 2018 par Jean-Louis BORLOO. Nous devons ainsi miser sur l'humain, la volonté et l'intelligence plutôt que les stigmatisations et la désinformation.

Les émeutes qui ont embrasé la France au début de l'été, ne seront qu'un préquel si nous refusons d'en tirer les enseignements.

C'est pourquoi le conseil régional Hauts-de-France réuni en assemblée plénière le 05 octobre 2023 :

- **Affirme son soutien aux institutions publiques, aux élus locaux, aux enseignants, au personnel de santé et forces de l'ordre, ainsi qu'à l'ensemble des personnes qui œuvrent au vivre ensemble et au fonctionnement de nos services publics ;**
- **Dénonce les discours qui encouragent la rupture du lien social** en condamnant les institutions à des fins idéologiques ;
- **Questionne la répartition des compétences entre l'Etat et les collectivités et rappelle le droit de saisine introduit par le projet de loi 3DS** permettant une nouvelle répartition des compétences ;
- **Appelle à un grand plan national de réconciliation qui redonne confiance et mise sur l'engagement de l'ensemble des acteurs économiques, sociaux, associatifs et politique.**

VOEU ADOPTÉ



Daniel LECA